

*Initiatives ministérielles*

ainsi rendu dans les écoles secondaires de Kamloops, Kamloops-Nord, Chase, Logan Lake, Barrière et Clearwater, ainsi qu'au Collège universitaire de Caribou.

J'ai eu la possibilité de m'entretenir de façon informelle avec des étudiants et de m'adresser à des assemblées plus importantes également. J'ai demandé aux intéressés si, à leur avis, il existait un gouvernement dans le monde qui réduisait son appui à l'éducation. Ils m'ont répondu qu'ils ne pouvaient le croire et ils se sont demandés quel pays arriéré pouvait bien faire cela. Je leur ai demandé s'ils pouvaient croire qu'il existe à l'heure actuelle un gouvernement d'un pays industrialisé qui sabre les crédits destinés aux prêts aux étudiants, qui impose maintenant des droits aux étudiants qui veulent obtenir un prêt.

C'est vraiment le point qui a retenu leur attention, monsieur le Président. Mais attendez la meilleure. Je leur ai demandé quel pays du monde imposait à l'heure actuelle une taxe sur la lecture. Il n'y en a qu'un dans le monde entier. Les étudiants ignoraient de quel pays il s'agissait. Je leur ai précisé que c'était le Canada, que le gouvernement fédéral imposait une taxe sur la littérature, sur les journaux, les magazines et les livres. C'est le seul à le faire dans le monde entier.

Sauf erreur, nous sommes le seul pays du monde qui demande maintenant aux jeunes qui ont besoin d'emprunter, afin de poursuivre leurs études, de payer un droit. Nous savons que l'éducation est fort coûteuse à l'heure actuelle. Pour une personne seule, il faut compter 10 000 \$ par an pour fréquenter un collègue ou une université. Ce n'est pas tout le monde qui peut dépenser 10 000 \$ par an pour aller à l'université, au collège ou à une école de formation professionnelle. Lorsqu'on a deux ou trois enfants, c'est beaucoup d'argent. On compte sur le fait que les jeunes puissent travailler durant l'été pour payer au moins une partie de leurs dépenses, en plus des prêts, des bourses et même de l'aide de parents ou d'amis.

Monsieur le Président, quel gouvernement a réduit le financement des programmes d'emplois d'été pour les jeunes? Quel gouvernement a décidé de sabrer le programme «Défi 90» qui visait à encourager le secteur privé, le secteur à but non lucratif et le secteur public à engager des étudiants durant l'été de sorte qu'ils puissent poursuivre leurs études postsecondaires? Quel gouvernement a réduit ces initiatives de 30 p. 100 dans ma circonscription cette année? C'est le gouvernement fédéral.

C'est presque de la folie de la part du gouvernement du Canada que de dire qu'il va diminuer le financement des programmes d'emplois d'été pour les étudiants, imposer un ticket modérateur sur les prêts aux étudiants, réduire le financement des universités, des collèges et des écoles de formation professionnelle dans tout le pays et taxer les livres.

Pas étonnant que les étudiants se promènent avec un air un peu perdu ces jours-ci en se demandant quelle autre tuile va leur tomber sur la tête. Je soupçonne fort qu'ils se lèvent le matin en ayant peur de lire les journaux pour y apprendre quel mauvais coup le gouvernement fédéral a préparé à leur intention.

Les députés conservateurs se rendent-ils compte de ce que représente le projet de loi C-69? Appuient-ils cette idée de réduire le financement des collèges et des universités dans tout le pays au moment où tous les autres pays qui nous font concurrence investissent des montants considérables dans ces domaines? Je ne pense pas. J'encourage mes amis d'en face à au moins examiner ce projet de loi avant qu'on nous demande de voter plus tard aujourd'hui.

• (1720)

Que penseriez-vous, monsieur le Président, d'un gouvernement qui dirait: «Il nous faut maintenant nous en prendre à quelqu'un, et nous avons décidé de nous en prendre aux malades»? Sous quel régime vit un pays dont le gouvernement s'en prend aux malades? Que penser d'un gouvernement qui dit aux provinces les plus pauvres: «Au lieu de vous aider, comme un gouvernement central devrait le faire, à développer un système de soins de santé dispensés par les hôpitaux et les établissements de soins de longue durée, ce qui assurerait aux habitants de tout le pays un accès relativement égal aux soins de santé, nous allons commencer à réduire notre soutien financier»?

Cela veut dire que, dans certaines régions, particulièrement dans les provinces pauvres, celui qui est malade n'aura pas le même accès à des soins médicaux satisfaisants que le malade habitant dans une province riche. Voulons-nous un Canada où l'on peut obtenir des soins médicaux d'un calibre raisonnablement élevé dans certaines parties du pays et d'un niveau inférieur dans les autres régions?

Si le gouvernement fédéral est intervenu dans ce domaine, c'est avant tout pour assurer l'uniformité de la qualité des soins médicaux d'un bout à l'autre du pays. Peu importe donc qu'on soit malade en Nouvelle-Écosse, au Manitoba ou en Ontario, on obtiendra les mêmes soins médicaux. On aurait le même accès à des soins médicaux de qualité. Mais le gouvernement actuel a dit: